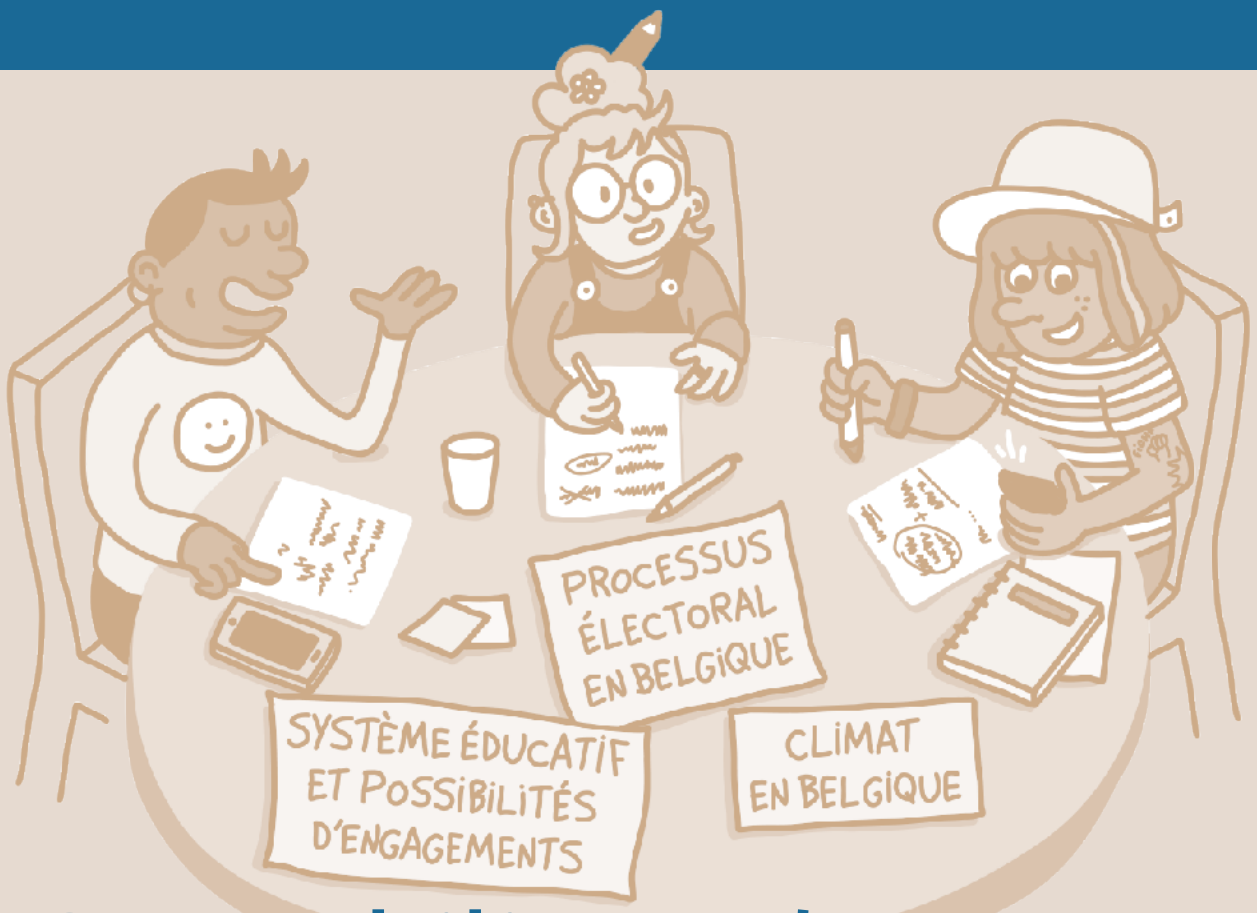
bpost
PB-PP
BELGIE(N)-BELGIQUE
P0705031

Justice & Paix

POUR PARLER DE PAIX

Revue d'analyse des conflits internationaux et des enjeux de paix



Se mobiliser, s'engager.

Comment la jeunesse influence la démocratie ?

Editeur responsable : Timur Uluç • Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208 • B-1040 Etterbeek - Belgique

N° 121 4e TRIMESTRE 2022 - DÉCEMBRE

Justice & Paix

SOMMAIRE

ÉDITO page 3

L'ACTUALITÉ : REGARDS ET POSITIONS

Grandir en démocratie page 4

DOSSIER

SE MOBILISER, S'ENGAGER. COMMENT LA JEUNESSE INFLUENCE LA DÉMOCRATIE ?

Introduction page 5

Première réflexion
Le rôle des jeunes dans le processus électoral et de démocratisation de l'Afrique page 6

Deuxième réflexion
Être de la génération des solutions page 8

Troisième réflexion
L'enseignement obligatoire face aux enjeux climatiques page 11

PORTRAIT / POINT DE VUE

« Jeunes & Libres » page 14

BRÈVES page 15

ÉDITO

Notre société belge, l'Europe et le monde dans son ensemble sont confrontés à de grands défis : défi écologique, démographique, sécuritaire, démocratique, etc. Face à ceux-ci, de plus en plus de jeunes hommes et femmes ne se laissent pas abattre. Bien au contraire, ceux et celles-ci osent se lever, faire entendre leurs voix et jouer un rôle, souvent sous-estimé voire méprisé, dans la résolution de ces nombreux défis. Nous avons donc souhaité mettre en lumière cet engagement en analysant non seulement l'apport de la jeunesse sur les questions sociétales, mais également en investiguant un secteur clé pour celle-ci ; à savoir l'éducation. Comment les enjeux et questionnements actuels s'interpénètrent avec l'éducation ? Comment l'éducation participe à la construction de la jeunesse et de son aptitude à se mobiliser pour la démocratie ? La jeunesse est effectivement le futur de nos sociétés mais il est crucial de mettre en évidence que cette jeunesse constitue également le présent de celles-ci.

Emmanuel Tshimanga

Grandir en démocratie

© Akarawut Lohacharoe

QUICONQUE SE SERA PENCHÉ·E SUR L'ACTUALITÉ de ces derniers mois aura nécessairement été balayé·e par ce vent de panique qui souffle sur nos démocraties. La menace plane depuis qu'une drôle de guerre a été déclarée aux portes de l'Europe et, par extension, du monde occidental.

La survie de la démocratie elle-même est en danger et, avec elle, celles des libertés fondamentales et des droits humains qui la sous-tendent. Depuis lors, les appels au réveil démocratique se sont succédés. Quelques jours après que l'Ukraine ait été envahie, *Le Monde* soulignait l'urgence de la situation alors que « les régimes autocratiques [gagnaient] du terrain »[1].

Pourtant, l'approche est trompeuse. Il s'agit de ne pas oublier que nos bonnes vieilles démocraties occidentales font pâle figure depuis un moment déjà. Chaque année, de par le monde, le réputé *democracy index*[2] acte de nombreuses dégradations vers des régimes autoritaires. De fait, la démocratie est bien frêle, et les fondements qui la rendent possible tiennent plus des sables mouvants que du marbre dont sont garnis nos parlements et nos palais de justice. À l'échelle de l'Histoire, *le temps des démocraties* est un moment circonscrit dans le temps et l'espace. C'est tout au plus un épisode politique qui attise le scepticisme : avons-nous vraiment jamais vécu en démocratie, et à qui est-elle réellement destinée ?

Sans cynisme aucun, **il parait évident qu'un régime démocratique peut être éviscéré, vidé de son essence, pour n'en garder que l'apparence**. Nous nous méprendrions si nous pensions que ce processus était forcément long et facile à anticiper. **Alors que le « trumpisme » triomphait aux États-Unis, Levitsky et Ziblatt (2018) s'interrogeaient : « comment les démocraties meurent-elles[3] » ?** La démocratie n'est autre qu'un « code de conduite », un corps de règles bâti sur de nobles idéaux. C'est un attitude largement partagée et observée par l'ensemble des membres d'une société, c'est-à-dire les individus et autres organismes qui la composent. Dès lors, les démocraties *« peuvent mourir non [seulement] des mains de généraux, mais [aussi] de celles de représentants élus »*.

L'actualité regorge de démocraties en difficulté. Aux États-Unis, l'irrévérence et la stratégie de polarisation de Trump vont le mener devant la commission d'enquête chargée d'élucider les événements survenus le 6 janvier 2021, lors du désormais célèbre assaut du Capitole. Au Brésil, la plus grande démocratie d'Amérique Latine, une violence endémique et un monde politique tombé en discrédit rendent les élections à venir électriques et extrêmement inflammables. En Suède et en Italie, la xénophobie et une sordide nostalgie d'un temps qui n'a jamais existé ont installé l'extrême-droite au pouvoir. En Belgique aussi, d'aucuns parlaient d'un « climat à la limite de l'insurrection[4] », alors que devaient se déployer de grandes manifestations pour rehausser le pouvoir d'achat en marge de la crise de l'énergie. Le consociationalisme à la belge craquèle, souffre d'un système particratique plus soucieux de conserver le pouvoir que de prendre les décisions politiques qui s'imposent.

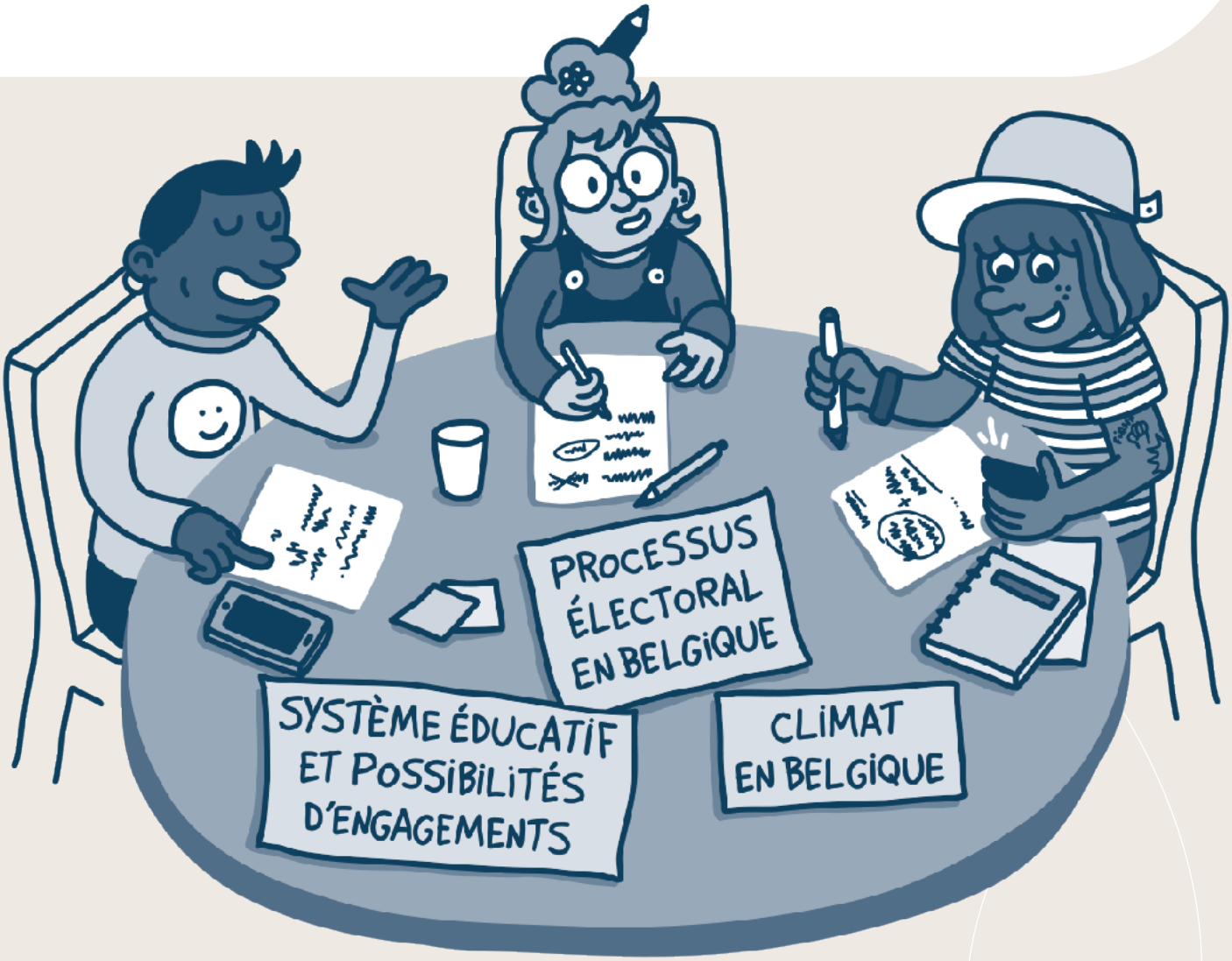
Au milieu du jeu de quilles, on retrouve toujours cette jeunesse. On la dit tantôt passive, tantôt subversive. **On peut moquer son idéalisme, mais redouter son activisme. Dans le fond, son seul souhait est de grandir en démocratie**. Elle milite pour l'atteindre et s'engage pour la préserver. Elle se frotte aux règles du jeu et accepte la violence qui en découle quand celles-ci sont bafouées. Elle se mobilise au quotidien quand la liberté lui en est donnée. Elle remplit son rôle citoyen, sensibilise et conscientise. Elle est aussi force de proposition, pour une société plus juste, plus équitable. **Enfin, elle éduque et s'éduque, comprenant qu'on ne nait jamais démocrate, on le devient.**

Ce numéro aura été rédigé en gardant en tête la conclusion de Levitsky et Ziblatt. En fin de compte, la démocratie ne dépend que de nous, les citoyen·ne·s. Il n'est pas de leadeuse ou leader politique qui puisse la détruire ; pas non plus qui puisse la sauver. **C'est une entreprise collective** qui requiert le concours de chacun et chacune d'entre nous.

John De Coster

1. « La guerre en Ukraine souligne l'urgence d'un réveil des démocraties », *Le Monde*, le 7 mars 2022 https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/07/la-guerre-en-ukraine-souligne-l-urgence-d-un-reveil-des-democraties_6116396_3232.html
2. https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/
3. Levitsky, S. and Ziblatt, D., *How democracies die. What history reveals about our future*, Viking, Penguin Books, 2018, 312p.
4. « Jean-François Tamellini (FGTB) : 'Nous sommes dans un climat à la limite de l'insurrection' », *L'Echo*, le 13 septembre 2022

DOSSIER



Se mobiliser, s'engager.

Comment la jeunesse influence la démocratie ?

Les analyses de ce dossier offrent trois angles distincts permettant de questionner les liens entre la jeunesse, ouvrière de l'avenir et la démocratie, continuellement en construction. De nombreuses crises traversent la société aujourd'hui et celles-ci ne pourront être dépassées sans la participation active et inclusive des citoyen·ne·s de demain.

Le rôle des jeunes
dans le processus électoral et de démocratisation de l'Afrique

La violence électorale en Afrique n'est pas prête à prendre congé. Animés non pas par la soif d'accéder aux postes politiques, mais plutôt l'avènement d'une transformation sociale et politique qui donne à chaque jeune la possibilité de réaliser son potentiel, les jeunes payent une lourde facture dans les luttes de démocratisation de ce continent. Cette analyse éclaircit les valeurs, attitudes et actions qui peuvent atténuer la violence électorale et consolider le rôle de la jeunesse africaine dans la prévention des conflits et la violence résultant des élections.

Contexte et problématique

L'Afrique est reconnue comme le continent le plus jeune du monde. En 2019, Mo Ibrahim estime que plus d'un tiers de la population africaine avait entre 15 et 34 ans et prévoit que d'ici à l'an 2100, la tranche jeune de l'Afrique pourrait être équivalente à deux fois la population totale de l'Europe.

Sur le continent africain, la tranche dite « jeune » représente environ 430 millions, soit près de 60 % de la population africaine comme l'estime la Fondation Mo Ibrahim.

Selon la Charte africaine de la jeunesse (CAJ), les personnes âgées de 15 à 35 ans représentent des acteurs économiques et politiques clés. En effet, **les jeunes sont considéré·e·s comme les moteurs de changements dans presque tous les domaines de la vie sociétale**. Malheureusement, les manquements de nombreux régimes de l'Afrique ont laissé la jeunesse engloutie dans les conflits et la violence liés aux élections. Très courante sur le continent, **la violence électorale met indubitablement en péril les acquis enregistrés par les Objectifs du Millénaire** pour le Développement (OMD) et ceux du développement durable (ODD).

Ayant pris conscience des néfastes conséquences liées à l'augmentation des conflits et de la violence électorale, la jeunesse tend à s'organiser et à initier des mouvements d'actions visant à prévenir, gérer et résoudre les conflits électoraux. Ceci exige que la jeunesse africaine participe activement aux mécanismes susceptibles de garantir une gouvernance démocratique viable, par le biais de stratégies dynamiques et répondant aux attentes des jeunes dans leur diversité.

La jeunesse, aujourd'hui comme hier, partage le souhait d'avoir un avenir meilleur. Les structures de gouvernance adoptées dans de nombreux pays d'Afrique ne parviennent pas à réaliser ce rêve. Il est trop tôt pour oublier la Révolution du Jasmin en Tunisie en 2011, les campagnes de « Y'en a Marre ! » et de « Ma carte d'électeur, mon arme » au Sénégal en 2012, les exactions des notables Imbonerakure au Burundi en 2015 ou encore la descente en route du 20 Octobre par les jeunes Tchadiens qui réclament des élections démocratiques sont autant d'exemples des mobilisations citoyennes cherchant une démocratisation de la gouvernance. Ces évènements témoignent de l'engagement des jeunes dans les luttes démocratiques sur le continent. **Malheureusement, ces luttes, considérées comme « violence électorale » coûtent cher à l'Afrique en termes des vies humaines, et les jeunes sont les plus touché·e·s**. Selon l'activiste des droits de l'homme Delphine Djiraibé, le bilan provisoire de la violence pré-électorale du 20 octobre au Tchad est estimé à une cinquantaine de morts, et au moins 300 blessés et ces manifestations, considérées comme faisant partie des plus meurtrières de l'histoire du Tchad.

Au Burundi, les manifestations contre la candidature du président Pierre Nkurunziza pour son troisième mandat, ont plongé le pays dans une crise qui fait au moins 700 victimes et 800 disparu·e·s, selon la Fédération internationale pour les droits de l'Homme (FIDH). La violence électorale est exacerbée par les forces de l'ordre et d'autres agents sécuritaires dans leur tentative de réprimer les manifestant·e·s. Dès lors, comment réduire la vulnérabilité des jeunes dans les conflits et violences liées aux élections ?

Expériences d'engagement des jeunes dans la démocratisation de l'Afrique

L'Union Africaine dispose de plusieurs politiques et programmes de développement de la jeunesse au niveau continental visant à faire en sorte que le continent tire profit de son dividende démographique. Au sein de ces politiques figurent la Charte africaine de la jeunesse, le Plan d'action de la Décennie de la jeunesse et la Décision de Malabo sur l'autonomisation des jeunes, qui font parties des programmes de l'Agenda 2063. Le Plan d'action de la Décennie de la jeunesse s'articule par exemple autour de cinq grands domaines prioritaires, à savoir : l'Éducation et développement des compétences ; Emploi et entrepreneuriat des jeunes ; Gouvernance, paix et sécurité ; Santé des jeunes et droits en matière de santé sexuelle et reproductive ; Agriculture, changement climatique et environnement. **De son côté, la Charte africaine de la jeunesse vise à promouvoir la participation des jeunes dans la société**. Malgré la mise à disposition de ces outils, le sentiment général est que la politique traditionnelle et la démocratie représentative n'attirent plus les jeunes qui se sentent écarté·e·s et ont tendance à se désengager du processus démocratique.

Selon l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international 2015), les jeunes votent moins fréquemment, se portent moins souvent candidat·e·s et restent sous-représenté·e·s dans les fonctions de gestion électorale. Au Kenya, Leah Thanji, une jeune activiste de droits de l'homme et partisane d'Azimio La Umoja, a mentionné la maturité politique des jeunes et les changements opérés dans les institutions de gestion des élections au Kenya. *« L'expérience des violences post-électorales en 2007 et 2008 a beaucoup changé la mentalité des jeunes kenyans. Les institutions étatiques chargées des élections ont mis beaucoup d'efforts en éducation à la participation politique des jeunes, et notre résistance à la manipulation des politiciens a été renforcée »*, a relaté Thanji.

Comprendre la violence structurelle pour prévenir la violence électorale

Des raisons structurelles, institutionnelles, juridiques, organisationnelles mais également la présence de groupes rebelles viennent expliquer en partie la présence de la violence durant les campagnes électorales et les élections. Il faut aussi souligner que les élections ne sont pas la seule cause de violence pré- ou post-électorale. Souvent, les élections fournissent l'opportunité pour le peuple d'exprimer d'autres griefs de nature politique ou sociale au sujet du partage des ressources, des injustices sociales, de la marginalisation, des rivalités ethniques, de l'intimidation ou d'autres malaises perçus ou réels (Institut international pour la paix, 2012).

Les élections constituent le socle de la démocratie dans un état, et les jeunes sont appelé·e·s à utiliser sciemment leur pouvoir démographique, leur savoir et participer à la vie démocratique pour maximiser les avantages qu'apporte la démocratie au développement. Au Burundi, en 2015, les jeunes reconnu·e·s comme Imbonerakure ont participé aux manifestations et violences pour défendre l'ambition du président Pierre Nkurunziza de briguer le troisième mandat. Tandis que la masse des jeunes au Tchad ont répondu à l'appel de l'opposition contre la junte militaire pour organiser les élections démocratiques.

Conclusion

En guise de conclusion, pour convenablement prévenir la violence électorale, **les états Africains doivent conjointement revoir leurs approches d'engagement des jeunes** pour s'assurer de leur inclusion et intégration significative dans le cycle électoral et démocratique. **Il faut les impliquer dans les efforts de prise de décisions et élaboration des stratégies de prévention et gestion des conflits électoraux**. Si cela est bien fait, cela favorisera sans doute le travail de l'Union Africaine, des communautés économiques régionales et des Nations Unies dans l'élaboration d'une approche viable et de long terme envers la paix, justice et le développement durable.

L'Union Africaine dispose de plusieurs politiques et programmes de développement de la jeunesse au niveau continental visant à faire en sorte que le continent tire profit de son dividende démographique.

Engager les jeunes dans les mécanismes et les modalités permettant que leur rôle dans les élections contribue à l'évolution viable de la démocratisation à travers les États différents de l'Afrique. Pour réaliser ce changement positif, il faut non seulement l'engagement des jeunes mais aussi du courage politique, ainsi que du temps et des ressources importantes.

L'Union européenne et l'Union africaine doivent revoir leurs activités de coordination d'assistance électorale en Afrique. Cette révision doit viser à limiter et contrôler la compétition/solidarité négative des acteurs politiques au détriment des intérêts de la population et surtout de la jeunesse.

Écrit par Jean Baptiste Hategekimana
Consultant indépendant
en jeunesse et changement social

Être de la génération des solutions

LORSQUE J'ÉTAIS ENCORE ÉTUDIANT, mon professeur de développement durable était un illustre politicien qui fut ministre de l'Environnement. Il ponctuait ses cours d'anecdotes croustillantes sur la vie politique du pays, de ses personnalités médiatiques et il débordait toujours d'optimisme quant à l'avenir. S'il m'a tant marqué, c'est essentiellement car il avait coutume de répéter deux phrases qui résonnent encore en moi des années plus tard.

La première : « Notre génération a échoué, la vôtre sera celle des solutions », la seconde : « Qui décide ? ». Mais je me demande aujourd'hui ce qu'il en est du réel pouvoir de décision et d'action de la jeune génération ?

À notre échelle

La jeune génération selon *The Lancet Planet Health*[1] est comprise entre 16 et 25 ans. Au sein de cette tranche d'âge, plus d'une personne sur deux souffre d'éco-anxiété et ressent de la peur, de la colère, de l'impuissance et de la culpabilité. Les trois quarts d'entre elles estiment que leur futur est terrifiant, parce que les générations précédentes ont échoué à prendre soin de la planète. L'UNICEF avertit que le réchauffement climatique aura un impact sur l'avenir de chaque enfant à naître, bien qu'aucun·e ne soit responsable de la hausse actuelle des températures.

La boule au ventre, les jeunes voient le temps et les COP défiler en parallèle des discours alarmistes des scientifiques et des glaciers qui s'éteignent. À l'heure de la crise énergétique et climatique, l'État enjoint de nouveau ses citoyen·ne·s à faire des efforts. C'est l'histoire d'une forêt en feu où un colibri fait frénétiquement des al-

lers-retours entre le brasier et la rivière la plus proche. En dépit des maigres quantités d'eau qu'il peut transporter, il a le sentiment de faire sa part.

Le récit de la lutte contre le dérèglement climatique est profondément ancré sur une responsabilisation de l'individu. Apparemment, si notre maison est en feu, c'est parce que nous entretenons une vie très consommatrice d'énergie, cherchant toujours plus de confort. L'insatiabilité de la demande serait le comburant d'un incendie qui ne fait que croître. Notre gourmandise pour les voyages, la mode et les aliments du monde nous rendrait *de facto* détenteur·rice·s d'une dette écologie. Pour nous en absoudre, il ne tiendrait qu'à nous de décider de ce que nous faisons de notre pouvoir d'achat. **La responsabilité serait-elle donc individuelle et à notre échelle ?**

Simon a 14 ans lorsqu'émerge les premières grèves pour le climat en Belgique. Ses parents l'autorisent à participer à deux conditions : d'abord de s'informer et ensuite de faire de son mieux. Il réalise que ceux et celles qui sont victimes du changement climatique, n'en sont pas les responsables. Pour lui, c'est intolérable. À partir de ce moment-là, comme de nombreuses personnes, il décide de consommer autrement. Individuellement, les plus gros leviers d'action pour réduire l'empreinte écologique sont les transports, l'alimentation et l'habitat. Alors, au revoir les boulets liégeois, bonjour le train et le vélo pour aller voir les copains. Prendre rapidement sa douche et enfiler un pull supplémentaire en hiver : check. **Autant d'actions qui sont plus facilement réalisables au sein de foyers privilégiés pour lesquels « fin du monde » est plus inquiétant « que fin du mois »**. Simon est conscient du monde inégalitaire dans lequel il vit, ce qui le fait se sentir d'autant plus responsable. Malgré ses efforts, le monde est parti pour se réchauffer au-delà des 2,5°C.

Nos voix résonnent vides

Institutionnellement, il existe un pouvoir dont Simon ne pourra jouir qu'à partir de ses 18 ans. Une fois majeur, il aura le pouvoir de voter pour élire nos représentant·e·s, les véritables détenteurs et détentrices du pouvoir de décision. Aux dernières élections tous les partis ont inclus l'enjeu climatique dans leur programme, certains étant plus ambitieux que d'autres ou faisant porter une responsabilité plus individuelle ou collective. Au lendemain des marches pour le climat, la conjecture était idéale pour voir une vague verte déferler au sein des différents parlements du pays. **La Belgique, terre de surréalisme et particratique a finalement abouti à ce qu'elle fait de mieux : un compromis en deçà des attentes**.

La démocratie représentative par les élections, montre une nouvelle fois ses limites. L'échelle de temps d'un mandat politique n'est que de cinq

Mais je me demande aujourd'hui ce qu'il en est du réel pouvoir de décision et d'action de la jeune génération ?

1. Carole, H, Elizabeth M. et al. (2021) Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey. *Lancet Planet Health* 5, ppe863-73

>>>

ans, alors que le cycle de la nature se compte en décennies. Quant à l'urgence climatique, le meilleur moment pour agir c'était hier, alors nous devons prendre le problème à bras le corps maintenant, sans tergiverser. La campagne pour les prochaines élections débute au lendemain de la dernière et les objectifs environnementaux passent à la trappe, pourquoi ? **Le GIEC le dit, les changements socioculturels et de mode de vie peuvent accélérer l'atténuation du changement climatique**. Néanmoins, tendre vers la sobriété demande un courage politique, puisque cela implique de restreindre nos libertés. Il nous faudra prendre des mesures qui changeraient les systèmes actuels de transports, d'alimentation et de production d'énergie. Autant de mesures radicales qui nécessitent une transformation en profondeur de la société et qui, adoptées sans soutien de l'opinion publique, sonneraient le glas d'une carrière politique. La démocratie élective est la délégation d'un pouvoir individuel que nous possédons tous les cinq ans que nous mettons au profit du collectif. Et à chaque législature, la méfiance grandit. Proportionnellement à l'inaction politique. **En réaction à ce système politique qui peine à résoudre la crise, la tentation pour le fascisme ou simplement le désintérêt sont des voies de réponses pour les jeunes du monde entier**. Heureusement, ce ne sont pas les seules.

Entrer en lutte

Chacun·e possède un plus grand pouvoir de décision que ce que le système lui laisse penser. Il peut se cristalliser en une multitude d'autres manières que par le pouvoir d'achat ou le droit de vote.

Cet été, j'ai rencontré Anaëlle 16 ans au cours d'un camp climat. Si, au début, c'était une profonde colère qui l'a poussée à se mobiliser, aujourd'hui c'est également avec plaisir qu'elle milite. Même si elle aurait préféré avoir une adolescence dite « normale », elle se construit aussi à travers sa lutte. Les marches deviennent des évènements où elle rencontre de nouvelles personnes ouvertes d'esprit qui ont eux et elles aussi la volonté de faire bouger les choses… et pas qu'à leur échelle de colibri. Un peu plus tard cette année j'ai été surpris de la croiser lors d'une action de désobéissance civile sur un site pétrochimique, elle m'a dit être là pour avoir de l'impact. Elle a donc décidé de bloquer l'une des 100 entreprises responsables de 71% des émissions de CO_2 cumulées depuis 1988 [2].

À son image, les colibris continuent d'arroser le brasier comme ils peuvent, mais ils apprennent aussi à regarder autour d'eux. Au-delà de nos foyers et du monde politique existe celui des entreprises et du marché, où il semblerait que le pouvoir décisionnel soit réellement détenu. Les responsables de multinationales et leurs actionnaires qui réalisent des surprofits [3] en temps de crise, sont semblables à des vautours, qui de leurs grandes ailes entretiennent les flammes, prêts à continuer l'exploitation du vivant. Les caméras ont tendance à se braquer sur les souhaits et les initiatives des colibris. Mais quand ceux-ci désobéissent en bloquant des infrastructures fossiles, ils ont pour objectif de pointer du doigt les responsables de la crise aux yeux du monde.

Manifester et désobéir, agir vers et contre le système sont des possibilités. Simon lui, préfère agir en son sein par l'intermédiaire de Youth for Climate. Dernièrement il était présent au Forum des Jeunes à la 9ème conférence ministérielle « Environment for Europe » à Nicosie, pour faire entendre la voix des jeunes Belges. **Le constat est en demi-teinte, car les décideurs et les décideuses politiques ont omis de leur laisser de l'espace pour s'exprimer, même si cela reste un progrès d'être accueilli au sein des débats onusiens**. Sur le sol national, il continue de sensibiliser jeunes et moins jeunes dans différents lieux tels que les centres culturels, les écoles et les plateaux de télévision. Tout le monde doit changer, pas uniquement les jeunes, Simon est bien conscient qu'on ne réécrira pas le passé mais qu'il n'est pas trop tard pour changer le futur. C'est pourquoi il invite les adultes à le rejoindre dans son combat, puisqu'ils sont encore là et peuvent mener des actions.

On récolte ce que l'on sème

Jours après jours, les nouveaux combats émergent à mesure que certain·e·s planifient de larguer des bombes climatiques sur une planète où l'espoir d'une vie en sécurité se réduit à peau de chagrin. La peur d'un futur calciné pousse les jeunes à agir, ils se rassemblent pour faire bouger les choses dans la joie des rencontres et le partage de l'espoir. Dans une démocratie où le pouvoir de l'individu semble se limiter au vote et au pouvoir d'achat, les jeunes décident de se mobiliser. À leur échelle et selon la manière qui leur correspond le mieux, ils et elles luttent pour un avenir vivable ici et ailleurs. Les colibris n'ont pas pour unique vocation de jouer les pompiers, ils peuvent aussi agir comme mégaphones vers les autorités et piquer les vautours pour les empêcher de nuire.

Les jeunes ont été indispensables à l'explosion médiatique du changement climatique, Greta Thunberg la première. **Auparavant les marches ne rassemblaient que quelques centaines de personnes, et l'on doutait de la cause anthropogénique de la crise**. En 2022, des dizaines de milliers de personnes envahissent les rues des grandes villes du monde et l'atténuation, l'adaptation ainsi que les pertes et préjudices sont discutés dans les instances nationales et internationales. Simon et Anaëlle sont conscient·e·s que les victoires qui s'engrangent sont collectives et que leur militantisme s'inscrit dans un puzzle complexe. Les jeunes n'ont pas la prétention de s'arroger d'un mérite qui revient à la société civile, aux scientifiques et aux citoyen·ne·s engagé·e·s dans ces luttes depuis des années. Les jeunes participent à concrétiser les graines qui ont été plantées hier, et sèment déjà celles qu'ils récolteront demain.

Nicolas Bormann

2. Paul G. (2017) The Carbon Major Database, *Carbon Disclosure Project* https://cdn.cdp.net/cdp-production/cms/reports/documents/000/002/327/original/Carbon-Majors-Report-2017.pdf?1501833772
3. Amaury G. (2022) Taxons aussi les superprofits du secteur agroalimentaire ! https://www.cncd.be/Taxons-aussi-les-superprofits-du

L'enseignement obligatoire face aux enjeux climatiques

IL Y A QUELQUES ANNÉES, dans la ville de Stockholm en Suède, une jeune fille de 15 ans décidait de quitter l'école. Au lieu de se rendre au collège, comme toutes les adolescentes de son âge, elle décida d'entamer une grève scolaire afin de pacifiquement manifester quotidiennement devant le Riksdag (Parlement suédois) pour y dénoncer l'inaction climatique de son pays, de l'Europe et enfin du monde. Si l'on fait abstraction de la suite de son combat, ses prémisses, et cette grève scolaire en particulier, posent une question importante. En considérant que ce qu'elle apprenait à l'école était en décalage avec les enjeux actuels, et en particulier le dérèglement climatique, **Greta Thunberg a mis le doigt sur une problématique réelle : le rôle de l'école et son adaptation face aux enjeux de notre temps**.

L'article 6 §2 et 3 du décret « Mission » de la Communauté française rédigé en 1997 et mis à jour en 2018 énonce que les missions de l'enseignement en Belgique francophone comprennent les objectifs suivants :

2° *amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle ;*

3° *préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures.*

Si l'on considère donc que l'école a pour objectif de permettre aux élèves de devenir des citoyen·ne·s doté·e·s d'un esprit critique, de se forger une conscience sociale et politique et de développer une ouverture au monde et à l'environnement, il est nécessaire de s'interroger sur la manière dont on permet cette émancipation.

Beaucoup de scientifiques s'inquiètent de l'indigence de nos responsables politiques quand il s'agit de leur compréhension théorique des phénomènes climatiques. **Or il est indispensable de bien comprendre un problème pour ensuite pouvoir s'interroger sur la manière de le régler**. Si le dérèglement climatique nous apparait trop complexe, si ses ramifications et ses conséquences semblent trop nombreuses, on aura vite tendance à s'affranchir d'une réflexion plus poussée sur de possibles solutions et moyens d'action. Il ne s'agit pas de faire de l'entièreté de nos élèves des docteur·e·s en physique, mais d'offrir à chacune et chacun des moyens de se représenter le monde et ses phénomènes afin de pouvoir s'en emparer et les faire siens. L'article 12 de l'Accord de Paris de 2016, dont la Belgique est signataire, indique : *les parties coopèrent en prenant des mesures pour améliorer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques*. Le mandat est clair, il s'agit de voir dans quelle mesure et de quelle manière il peut être traduit dans les faits. Comment présente-t-on aux élèves du primaire et du secondaire la réalité des bouleversements climatiques ? Quelle formation scientifique est offerte sur ces sujets ? Quelles pistes de solutions peuvent être dégagées dès le plus jeune âge ? L'enseignement en Belgique est-il à la hauteur de l'enjeu ?

> L'école, dont la mission est de tendre à atténuer ces différences socio-économiques, a dès lors une importance fondamentale pour fournir à chacun et chacune les possibilités de développer une conscience écologique.

À titre personnel, quand je pense aux dérèglements climatiques, je ne peux m'empêcher de songer aux schémas sur l'effet de serre présentés par Jamy dans « C'est Pas Sorcier ». Ma vision des choses s'est un peu affinée depuis, mais je n'ai pas le souvenir, lors de mes études secondaires générales, d'avoir eu des cours théoriques axés sur les bouleversements climatiques, leurs conséquences et leurs potentielles solutions ; j'ai grandi dans les années 2000. Les médias et le milieu familial ont évidemment un rôle à jouer, mais de

>>>

nombreuses études tendent à prouver que le milieu socio-économique a une réelle influence sur les comportements écologiques et sur le rapport à la nature. Des différences similaires se retrouvent également au niveau démographique, selon qu'on vienne de zones rurales ou urbaines. L'école, dont la mission est de tendre à atténuer ces différences socio-économiques, a dès lors une importance fondamentale pour fournir à chacun et chacune les possibilités de développer une conscience écologique.

Un premier constat est qu'il n'existe pas de cours dédié aux bouleversements climatiques. Il est vrai que c'est un sujet transversal, qui peut toucher tant aux sciences, à la géographie qu'à l'histoire voire à la citoyenneté.

Il est logiquement et principalement abordé dans les cours de géographie et de physique, sous l'angle du réchauffement climatique, de l'effet de serre et de l'adaptation de l'humain à son milieu de vie. Mais il n'y a pas d'approche systémique et globale de la thématique climatique. Il en ressort que la responsabilité d'aborder ce sujet dans le cadre des cours classiques est divisée entre plusieurs charges de cours. **L'élève est donc livré à lui-même pour tisser les liens entre des phénomènes interdépendants mais abordés isolément**. Or, il parait évident qu'une approche systémique est indispensable pour tenter d'appréhender les tenants et aboutissants des dérèglements du climat, de la chute de la biodiversité, etc.

Il existe néanmoins de nombreuses initiatives au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin de réaliser les engagements pris dans l'accord de Paris en termes d'éducation. De nombreuses associations proposent d'aborder les thématiques liées à l'environnement et aux dérèglements climatiques de manière originale, lors de journées ou matinées dédiées. Ces formations et actions s'adressent tant aux enseignant·e·s qu'aux élèves. L'offre est particulièrement riche en Région Bruxelles-Capitale via les initiatives de Bruxelles-environnement, mais elle existe également en Wallonie.

Un second constat est qu'il n'existe pas de programme scolaire clair concernant l'éducation à l'environnement et aux dérèglements climatiques. Certes, les cours classiques, comme nous l'avons évoqué, abordent l'aspect théorique de ces sujets, mais il n'y a pas de vision d'ensemble offerte par les programmes scolaires. **Il est dès lors de la responsabilité de l'enseignant·e ou de l'établissement de mettre en avant ces sujets afin d'aller plus loin que ce que les programmes proposent**. Ces initiatives relèvent de ce qu'on appelle l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (ErE DD). Elles ne sont que peu, voire pas encadrées par les programmes officiels. Une grande latitude est donc laissée aux enseignant·e·s et aux écoles pour mettre en place de tels projets, ce qui leur confère une grande responsabilité et peut poser question. En effet, si les dérèglements climatiques sont largement basés sur des faits objectifs documentés, il est tout à fait possible de présenter ces faits de manière biaisée. Pour peu que les professeur·e·s passent

Il ne s'agit pas de créer des « Greta Thunberg » dans toutes les classes, mais d'offrir à chaque élève le bagage nécessaire pour appréhender les phénomènes actuels et leurs conséquences.

© this is zun

peu, ou beaucoup, de temps à traiter de ces sujets, on aura tôt fait de les qualifier respectivement d'alarmistes ou de climatosceptiques. En l'absence d'un programme clair derrière lequel s'abriter, ceux et celles-ci, et l'établissement scolaire s'exposent à de nombreuses critiques qui interrogeront la manière dont les sujets ont été traités, car sensibles.

Un autre écueil surgit, dès lors qu'on s'interroge sur la manière de transmettre les réalités climatiques à nos enfants : comment informer sur un tel sujet sans paniquer les élèves quant à l'avenir de notre monde.

C'est une équation évidemment complexe. Ce qu'on nomme (à juste titre ou non) l'éco-anxiété est un phénomène difficile à appréhender. En effet, les constats actuels et les réalités climatiques sont par essence anxiogènes. Les présenter de manière objective et claire aux élèves de primaire ou de secondaire peut créer un sentiment de stress voire d'anxiété profonde. Je me souviens, à titre personnel, avoir eu plusieurs jours d'intense stress lorsqu'on m'avait dit à l'école que les réserves de pétrole s'amenuisaient rapidement, ce qui était pour moi éminemment problématique dans une société qui en était si dépendante. **Présenter une problématique ne peut se faire qu'en y adjoignant une réflexion sur les causes et également des pistes de solutions concrètes, ou plus globales**. Si dans l'enseignement fondamental, on nous sensibilise au respect de la nature et au tri des déchets, il est nécessaire d'étoffer cette réflexion dans les niveaux supérieurs. Mais là encore, on entre dans un domaine où, en l'absence d'un programme étoffé sur ces matières, la responsabilité d'offrir aux élèves des pistes de solution ou des réflexions quant aux causes des dérèglements climatiques repose sur l'établissement scolaire et les professeur·e·s. Or, s'interroger sur les causes profondes, c'est mettre en lumière ce qui doit être fait pour atténuer ces dérèglements.

Il ne s'agit pas de ne pas faire confiance aux professeur·e·s dans leur approche des dérèglements climatiques, mais un sujet si fondamental mériterait d'être traité avec sérieux, rigueur et exhaustivité. À cet égard, une réflexion profonde sur la construction des programmes scolaires me semble être nécessaire. Il ne s'agit pas de créer des « Greta Thunberg » dans toutes les classes, mais d'offrir à chaque élève le bagage nécessaire pour appréhender les phénomènes actuels et leurs conséquences. D'offrir à chaque élève la possibilité de s'interroger sur les causes du dérèglement climatique et, dès lors, de pouvoir entrevoir les changements à opérer afin d'emprunter un chemin plus vertueux. **L'école est le meilleur outil de sensibilisation que nous ayons**. Mais l'approche scientifique ne peut faire l'économie des implications sociétales, alimentaires, socio-économiques, démocratiques,...

Les dérèglements climatiques posent mille et une questions, il est essentiel que l'école prodigue quelques réponses.

Bertrand Duquenne

« Jeunes & Libres »

est la fédération des Organisations de Jeunesse libérales. Elle représente les intérêts de huit Organisations de Jeunesse (la Besace, Délipro Jeunesse, la Fédération des Étudiants Libéraux, les Jeunes MR, les Jeunes Mutualistes Libéraux, O'YES, ReForm et les Responsible Young Drivers). Cette ASBL a été fondée en 1972 pour défendre l'intérêt des associations qui se revendiquent de l'idéologie libérale.

Les fédérations d'organisations de jeunesse fédèrent au moins 5 OJ qui collaborent, autour d'enjeux communs, sur base de conceptions idéologiques, sociales ou sur base de politiques communes. (FWB)

Nous sommes allée à la rencontre de BENJAMIN COCRIAMONT, l'actuel coordinateur de l'association. C'était l'occasion pour nous d'en apprendre davantage sur les Organisations de Jeunesse et le secteur dont elles font partie.

En 2014, après avoir enseigné l'histoire pendant deux ans, Benjamin intègre la Fédération des Étudiants Libéraux (FEL) en tant que coordinateur et secrétaire général, et s'engage davantage dans le monde associatif. Un an et demi plus tard, l'opportunité de rejoindre Jeunes & Libres, la fédération, se présente à lui. Cela fait maintenant un peu plus de six ans et demi qu'il y occupe le poste de coordinateur. Benjamin, en s'engageant dans cette voie, souhaitait sensibiliser les jeunes et travailler avec eux. Il s'est rapidement rendu compte que le libéralisme n'avait pas le vent en poupe sur les campus universitaires. Travailler à la FEL était donc un véritable challenge pour sensibiliser les jeunes aux valeurs libérales.

Il existe 5 fédérations d'OJ correspondant chacune à une idéologie et des valeurs : le CJC (Conseil de la jeunesse catholique) ; le COJ (La confédération des organisations de jeunesse indépendantes et pluralistes) ; Pro-Jeunes (Fédération des jeunes socialistes et progressistes) ; Relie-F (Fédération d'OJ pluralistes et alternatives).

Les missions d'une fédération d'OJ sont assez différentes des missions d'une Organisation de Jeunesse. En tant que fédération, la formation, la représentation sectorielle, le soutien et l'accompagnement des membres sont des enjeux primordiaux. Une fédération a donc un rôle de facilitatrice et de concertation institutionnelle de deuxième ligne tandis qu'une Organisation de Jeunesse travaille en première ligne, directement sur le terrain **avec**, **pour** et **par** les jeunes afin que ceux et celles-ci deviennent des CRACS. Pour Benjamin, les jeunes sont les citoyen·ne·s de demain. Il est donc primordial de travailler avec elles et eux en partant de leurs réalités afin qu'ils et elles posent des choix éclairés dans le respect de la démocratie. C'est de cette manière que leur participation à la construction de la société de demain pourra être assurée.

En ce qui concerne le soutien et l'accompagnement de ses membres, une partie de l'équipe de Jeunes & Libres siège en Commission Consultative des Organisations de Jeunesse, qu'on appelle plus communément la CCOJ. Faire partie de cet organe de concertation est essentiel pour discuter des enjeux du Secteur et prendre les décisions qui s'imposent tout en respectant la philosophie libérale et l'intérêt des membres de la fédération.

La fédération a à cœur d'autonomiser ses associations, son but étant de les accompagner dans leurs démarches, et non pas de se substituer à elles. Cela demande une organisation et une adaptabilité continues afin qu'aucune association ne se sente lésée au sein de la fédération. La situation actuelle montre une plus grande implication des jeunes. Il faut donc pouvoir répondre à leurs besoins, leurs attentes et leur fournir un travail de qualité pour les encadrer au mieux.

L'avantage d'être une fédération qui ne compte que huit associations est la proximité avec les membres qui permet d'avoir une réponse quasi immédiate pour toutes les demandes. Le service peut être plus personnalisé et cela libère du temps pour les travailleurs et travailleuses, qui peuvent pleinement se consacrer à leur travail de terrain. Ce lien de proximité, l'association a pu le construire au fur et à mesure en allant à la rencontre des travailleur·euse·s. Le sentiment d'appartenance à la fédération est beaucoup plus fort ces dernières années et même si ce lien est encore perfectible, selon Benjamin, cela démystifie également le fait qu'une fédération d'OJ est très peu en contact avec ses membres et le terrain.

L'objectif de Jeunes & Libres est de continuer à mettre tout en œuvre pour obtenir et développer de nouveaux emplois dans un avenir proche. L'association espère sincèrement être toujours considérée comme un partenaire fiable et sérieux dans les enjeux sectoriels et un soutien important à la voix de la jeunesse libérale.

Article rédigé par Aurélie Provost

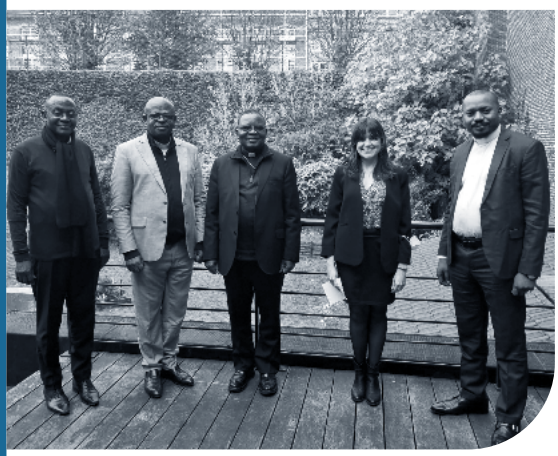
BRÈVES

JUSTICE ET PAIX PLAIDE POUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

Le 21 octobre passé, Justice et Paix, la mvoplatform (plateforme néerlandaise pour l'entreprise socialement responsable) et Fairtrade Luxembourg ont été entendues par l'Assemblée interparlementaire Benelux. Elles ont plaidé pour une législation ambitieuse en matière de devoir de vigilance tant au niveau de l'UE qu'au niveau national. Le devoir de vigilance est une réglementation qui oblige les entreprises à respecter les droits humains, le droit du travail et les normes environnementales.

LA LUTTE CONTINUE CONTRE L'IMPUNITÉ

Le mercredi 26 octobre 2022, Justice et Paix a organisé une conférence intitulée « Lutte contre l'impunité à l'est du Congo : état des lieux et perspectives » au Forum Saint-Michel, à Bruxelles. La journaliste spécialiste de l'Afrique Centrale Colette Braeckman, le juriste Philippe Lardinois ainsi que le politologue expert de la RD Congo Dieudonné Wamu Oyatambwe ont pris la parole sur ce sujet complexe devant un public d'une soixantaine de personnes. Ils et elles sont revenu·e·s sur les causes de l'impunité dans le pays et des perspectives d'action pour venir à bout de cette situation dont la population congolaise est la première et plus grande victime. D'une part, les groupes rebelles, la corruption, la complicité, les brassages, etc. ont été les pistes d'explication abordées. D'autre part, les intervenant·e·s ont évoqué une meilleure gouvernance, des réformes du secteur judiciaire ainsi que l'implication de la communauté internationale comme solutions potentielles pour agir face à ce cycle d'impunité.



LA CENCO DE RETOUR À BRUXELLES

La Commission Justice et Paix accueillera prochainement plusieurs membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), son secrétaire général, Monseigneur Donatien Nshole ainsi que le Père Clément Makiobo, également membre. Cette visite s'est principalement construite autour des enjeux qui entourent les prochaines élections en RD Congo : la tenue de celles-ci dans les délais constitutionnels, sur tout le territoire congolais, et ce de manière transparente et crédible. Le vendredi 2 décembre, nous les accompagnerons lors d'un séminaire sur le sujet, organisé par les Affaires étrangères belges, l'Institut Egmont et l'Ambassade du Royaume-Uni à Bruxelles. »

Justice & Paix

Sortie de l'étude : « Afrique centrale et Belgique : Quelles solidarité pour demain ? », en décembre 2022

Justice et Paix Belgique a voulu se pencher sur la problématique remarquablement complexe et d'actualité des relations de solidarité de la Belgique avec certains pays d'Afrique centrale, la RD Congo, le Rwanda et le Burundi, anciennement des colonies. Cette étude est le fruit d'un travail collaboratif avec nos groupes de volontaires de Bruxelles, Wavre, liège, etc et est enrichie par les échanges avec nos partenaires d'Afrique centrale, et une série de conférences-débats ouvertes au grand public.

Cette étude met en discussion l'expertise internationalement reconnue de la Belgique sur cette partie du monde pour rechercher ce qui pourrait désormais constituer les fondements des relations futures de la Belgique avec ces territoires d'Afrique centrale, jadis des colonies belges.

ABONNEMENT DE SOUTIEN

AU "POUR PARLER DE PAIX"
DE JUSTICE ET PAIX
À PARTIR DE 15 €
À VERSER SUR LE COMPTE
BE30 0682 3529 1311

DONS

Soutien financier : à partir de 40 €, déductible fiscalement

À verser au compte BE30 0682 3529 1311
avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou d'un legs, merci de bien vouloir prendre contact :
Tél. +32 (0)2 896 95 00 - delphine.pago@justicepaix.be

CONTACTS

Arnaud Gorgemans, *président*

Timur Uluç, *secrétaire général*

Delphine Pago, Yasmine Ben Rhouma, Patrick Balemba, Martin Diau, Alejandra Meija, Arthur Longrée, Mikael Franssens, Laure Didier, Mila Gatti, *permanents*

Volontaires ayant collaboré à ce numéro :
Lucile Van Laecken, Nicolas Bormann, Jean-Baptiste Hagetekimana, Bertrand Duquenne, Aurélie Provost, John De Coster.

Design : www.acg-bxl.be

Dessin : http://lucilevanlaecken.com/

N'hésitez pas à nous contacter !

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@justicepaix.be
facebook.com/justicepaix
Twitter : @Justice_et_Paix

www.justicepaix.be

Publié avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Belgique partenaire du développement

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES